Communiqué de presse - Les Lilas le 6 septembre 2022

Créer et réunir les conditions

d'un véritable dialogue social respectueux

La FSU ne se rendra pas à la réunion de lancement du "CNR"

La FSU est attachée à une véritable refondation de la démocratie sociale, dont la revitalisation est un élément déterminant pour redynamiser notre modèle de société.

Elle n'accepte pas que cette préoccupation puisse être détournée dans le cadre de ce que le Président de la République désigne dans une démarche labellisée « Conseil National de la Refondation ». A ce jour, la FSU n'a été ni informée, ni consultée, sur la méthode, l'ordre du jour, les objectifs de cette initiative gouvernementale qui, à cette heure, n'apparaît que comme un objet de communication gouvernementale.

Parce qu'elle est viscéralement attachée à porter partout la parole des salarié-es qu'elle représente, celle-ci ne saurait être utilisée de quelque manière que ce soit pour une telle communication.

C'est pourquoi, elle décide de ne pas se rendre à la première réunion prévue jeudi 8 septembre, dont elle n'en sait ni les principes d'organisation ni les objectifs poursuivis.

Le Président de la République, dont le précédent quinquennat a été marqué par la mise à l'écart systématique des organisations syndicales et le refus de faire vivre un dialogue avec l'ensemble de la société civile, qu'illustre notamment l'expérience de la Convention citoyenne sur le climat, semble récidiver ici sur le fond comme sur la forme.

La crise que traverse notre démocratie impose d'autres réponses que des effets d'annonce ou le contournement d'instances existantes comme le Parlement ou le CESE, ou les instances de représentation des personnels ou des salarié-es qui ont été affaiblies lors du précédent quinquennat.

Pour la FSU, le gouvernement devrait donc en premier lieu s'engager à revitaliser les instances de dialogue social dans lesquelles elle est force de proposition dans la Fonction publique comme dans les ministères tant au niveau local que national.

Par ailleurs, comment prétendre parler « refondation » quand les discussions ne porteront pas sur les droits des salarié-es dans les entreprises, sévèrement écornés par les lois travail successives, sur les droits des privé-es d'emploi avec la réforme de l'assurance-chômage, et sur ceux des agent-es des Services publics, gravement remis en cause par la loi Dussopt (suppression de nombre de capacités de contrôle des commissions paritaires, réduction du nombre d'élu-es, attaques contre les CHSCT…) ?

La démocratie sociale a besoin, avant tout d'un syndicalisme respecté et écouté, à l'inverse de ce qui a été fait durant le quinquennat précédent par les mêmes qui convoquent aujourd'hui cette réunion.

Dans ce contexte, se référer au CNR de 1944, celui qui a jeté les bases d'une démocratie politique mais aussi sociale, sanitaire et économique, est à contresens de l'Histoire quand la version de 2022 s'inscrit dans le cadre imposé de l'austérité budgétaire et d'attaques programmées contre la sécurité sociale, de nouvelles menaces sur les conditions d'exercice du droit à la retraite, sur fond de refus d'engager une politique plus redistributive.

La FSU défend une autre conception du dialogue social et regrette profondément, que les conditions d'un véritable échange pour envisager les mesures visant à améliorer conséquemment les conditions de vie de l'ensemble de la population, ne soient pas réunies pour cette réunion.

Derrière l'affichage d'une « nouvelle méthode », les actes ne suivent pas. Il y a pourtant urgence à entendre la voix du monde du travail, la FSU reste déterminée à porter cette voix.

La FSU reste disponible et demandeuse d'un dialogue social respectueux et utile pour changer le cours de la situation actuelle et gagner des améliorations pour les conditions de vie, de rémunération et de travail pour toutes et tous.

SUIVEZ-NOUS !

U. F.S.U.